

**EDITO****« Rapprocher les territoires pour refaire société »**

Avec son tout nouvel essai, *Le crépuscule de la France d'en haut*, le géographe Christophe Guilluy souligne une nouvelle fois les affres de la mondialisation qui conduit inexorablement à une fracture entre les grands centres urbains – les métropoles citadellisées – où vivent désormais les nouvelles classes dominantes, hypermobiles et hyperqualifiées, et leur hinterland composé de territoires périurbains et ruraux. C'est là, dans cette France qualifiée de « périphérique » par l'auteur, que résident les catégories de population modestes, désaffiliées et déclassées.

On peut bien sûr discuter du ton polémique, radical voire quelquefois caricatural emprunté par Christophe Guilluy ; il n'empêche. L'analyse chromatologique de la récente élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis est sans appel : en bleu, les Etats structurés autour d'une métropole de rang mondial comme New York, Chicago ou Los Angeles qui ont fait le choix d'Hillary Clinton ; de l'autre, en rouge, l'Amérique périphérique, en quelque sorte celle des « red necks », qui a préféré opter pour le candidat républicain. Cette géographie du vote états-uniens interpelle d'autant plus qu'elle fait écho au récent scrutin britannique relatif au Brexit. On a en effet pu observer une nette rupture entre la volonté des londoniens notamment de demeurer au sein de l'Union Européenne et les habitants faiblement intégrés économiquement des banlieues et des campagnes anglaises qui ont massivement pris parti pour le « out » : là encore, le clivage sociologique recoupe le clivage géographique.

Dit autrement, la mondialisation génère des antagonismes territoriaux, clairement perceptibles à l'occasion des consultations électorales, entre les métropoles et leur périphérie et ce, potentiellement, dans l'ensemble des pays occidentaux. Partant de ce constat, comment éviter la montée des tensions sociales et le risque de rupture politique, culturelle si ce n'est sociétale totale entre les bénéficiaires et les laissés-pour-compte de la croissance ? Pour l'ADGCF, la réponse à cette question ne peut être que d'ordre territorial. Car l'enjeu, du moins si l'on veut vraiment refaire société, est bien de raccommoier les territoires. Dans l'ouvrage que notre association a produit en avril dernier intitulé *Métropoles en chantiers*, nous plaitions pour l'avènement d'une dynamique métropolitaine responsable, solidaire et cohésive et donc profitable à l'ensemble des territoires périphériques. C'est d'ailleurs ce que porte le pacte Etat-métropoles d'août 2016 en exigeant des grandes agglomérations qu'elles « béquillent » les intercommunalités limitrophes en mobilisant des dispositifs spécifiques comme les contrats de réciprocité autour des problématiques d'ingénierie, de déploiement des services et de soutien à l'activité économique.

Pour ouvrir à nouveau les champs du possible aux classes populaires et moyennes, pour enrayer la tendance lourde au localisme politique et économique, bref, pour mettre véritablement en système les territoires, il faudra sans doute aller plus loin, être encore plus créatifs et proposer des outils pleinement opérants en capacité d'organiser et d'optimiser le ruissellement métropolitain. C'est en tout cas le vaste projet d'étude et surtout, le programme de travaux pratiques, que notre association entend poursuivre tout au long du premier semestre 2017 afin de porter le débat lors de nos prochaines Universités d'été.

Pascal FORTOUL
Président de l'ADGCF

**PORTRAIT**

Alexandra Daval, responsable du Pôle Développement Economique à la Communauté de Communes du Pays entre Loire et Rhône (16 communes, 13 700 habitants), présidente d'ARADEL (Association Rhône-Alpes des développeurs économiques locaux)



[Lire la suite...](#)

Point sur la décentralisation du stationnement

La décentralisation du stationnement payant de surface entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018. À 15 mois de l'échéance, le GART souhaite rappeler que cette réforme nécessite d'importants travaux de préparation tant la logique du nouveau dispositif est différente de celle du système actuellement en vigueur.

[Lire la suite...](#)

VIE DE L'ASSOCIATION

Lors de son Assemblée Générale, qui s'est déroulée à Strasbourg, le 12 octobre dernier, l'ADCGF a présenté les résultats de son enquête sur l'évolution du statut de la fonction publique territoriale auprès des cadres dirigeants de l'intercommunalité, Cette enquête avait pour but d'enrichir la réflexion menant à fixer la doctrine de l'ADCGF en la matière, son Manifeste 2 est en cours d'écriture (parution Février 2017).

Retrouvez les documents diffusés lors de cette assemblée générale ainsi que le procès-verbal :



- [Résultats de l'enquête sur l'évolution du statut](#)
- [Procès Verbal](#) de l'Assemblée générale

Vous pouvez [déposer vos contributions écrites](#) sur la plateforme collaborative jusqu'au 30 décembre 2016.

SUR VOTRE AGENDA

Délégation Grand Est

- **Rencontre régionale des DGS d'intercommunalité consacrée aux ZAE**

Vendredi 18 novembre 2016 de 9h à 12h30

Communauté de communes de Benfeld

Contact : Hervé Heitz – délégué régional

h.heitz@cc-thann-cernay.fr

- **1^{ère} Rencontre des Directeurs Généraux des Services des EPCI Ardennaises**

Mercredi 23 novembre 2016 de 9h à 12h

Communauté de Communes du Pays Rethémois

Contact : Jean-Marc Roscigni – délégué régional

jean-marc.roscigni@ardenne-metropole.fr

Délégation Normandie

- **L'impact de la loi GEMAPI**

Vendredi 25 novembre 2016 de 9 h 00 à 13 h 00

Lisieux, Médiathèque, place de la République

Contacts :

Marc Bourhis – délégué régional - marc.bourhis@coeurcotefleurie.org

Agnes Gori-Rasse – déléguée régionale - agnes.gori-rasse@caux-estuaire.fr

Délégation Ultra-Marine

- **Rencontre de la délégation ultra-marine de l'ADGCF**

Les 24-25 novembre 2016

Hôtel Bambou - Anse Mitan, Trois Ilets – Martinique

1^{ère} rencontre des DGS de Martinique, Guadeloupe et Guyanne autour des conséquences organisationnelles et managériales de la réforme territoriale

Contacts :

Jacqueline Bruant – déléguée régionale - jacqueline.bruant@espacesud.fr

Michela Lubin – déléguée régionale - michela.lubin@capnordmartinique.fr

Fred Vilet - délégué régional - fred.vilet@cacem-mq.com

Délégation Nouvelle Aquitaine

- **Journée d'information sur les leviers d'optimisation financière des collectivités**

Mardi 29 novembre de 9h à 17h30

Limoges Ester Technopole

Contact :

Marie-Noëlle Anduru – déléguée régionale - mn-anduru@cc-valdevienne.fr

Délégation PACA

- **Rencontre Régionale des DGS d'intercommunalité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur autour de la co-construction des politiques régionales (élaboration des schémas)**

Mardi 10 Janvier 2017 de 10h à 13h

Auditorium du Pôle Culturel Chabran, à Draguignan

Contact : Laurent Semavoine – délégué régional - laurent.semavoinedracenie.com

Caisse des Dépôts

- **1^{er} Forum Villes intelligentes**

Lundi 21 novembre 2016 de 11h00 à 17h00

Cité de la Mode et du Design - Paris 13^{ème}

Rencontrez des experts, intervenants et partenaires de la ville intelligente et échangez avec eux au cours des différentes séquences de la journée

Information complémentaire au 01 58 50 32 15 - evenementscaissedesdepots@caissedesdepots.fr

[Voir le programme](#)

AdCF

• Réseau finances locales « les politiques locales et la contrainte financière, état des lieux et perspectives »

Jeudi 24 novembre 2016 de 9 h 00 à 18 h 00

Caisse des dépôts - 15 quai Anatole France, 75007 Paris.

Pour éviter l'effet de ciseau lié aux contraintes financières, les collectivités locales sont, en effet, incitées à repenser plus en profondeur l'organisation des services publics dont elles ont la charge et à interroger leur mode de financement.

Contact : Claire Delpéch - c.delpéch@adcf.asso.fr

[Téléchargez le programme](#)

ESPACE PARTENAIRES

Présentation du répertoire des interventions proposées par nos partenaires en région

L'extension du champ de compétences des intercommunalités en matière de développement économique, d'aménagement, de construction et de gestion des équipements, de transports, d'énergie, d'eau et de déchets oblige les directeurs généraux des communautés à faire évoluer leurs connaissances et leurs savoir-faire.

L'enjeu : être davantage en phase avec les nouvelles exigences qui s'imposent à l'exercice du métier de manager territorial : **intégrer tout d'abord l'impératif de réduction de la dépense publique** et la **nécessité d'évaluer et d'optimiser en permanence le pilotage** et la mise en œuvre du service au regard de l'évolution constante de la demande locale ; **respecter ensuite les déterminants du développement durable** et maîtriser les principes des normes « vertes » qui pèsent sur le déploiement de l'action publique locale ; **connaître enfin les nouvelles dynamiques qui sous-tendent le fonctionnement des collectivités** (mutualisation, contractualisation, délégation) et être en capacité d'appréhender d'un point de vue opérationnel mais aussi stratégique le nouveau mecano institutionnel territorial et son impact sur la délivrance du service.

Dans cet environnement en mutation permanente, **les partenaires de l'ADGCF mettent à disposition des délégations régionales de l'association toute leur expertise** dans l'objectif d'informer et d'accompagner les directeurs généraux d'intercommunalité à confronter à ces transformations complexes et, idéalement, de les aider à les anticiper. **N'hésitez pas à les solliciter !**

[Téléchargez le répertoire](#) des interventions proposées par nos partenaires en région



EDF : Une étape décisive vers la dématérialisation de vos factures.

Au 1er janvier 2017, EDF, comme toutes les grandes entreprises, enverra ses factures de manière dématérialisée à toutes les administrations et collectivités publiques (État, intercommunalités, communes, conseils régionaux, conseils départementaux, etc.). Ces factures seront désormais transmises au portail informatique Chorus Pro conçu par l'Agence pour l'informatique financière de l'État (AIFE). La facturation électronique, rendue obligatoire par l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, permettra à moyen terme de dématérialiser 100 millions de factures chaque année en France. Les bénéfices attendus sont multiples : financier, organisationnel, environnemental, ainsi qu'en termes de qualité et de sécurité de la transmission des données.

[En savoir plus...](#)

Retrouvez toute l'actualité de l'Association sur notre site internet www.adgcf.fr

La lettre d'information de l'ADGCF - Vous désabonner